

LE COLLEGE COMMUNAL DE PHALSBOURG AU XIX^e SIECLE - 1802-1870

La découverte d'un registre des délibérations du bureau d'administration du collège communal de Phalsbourg couvrant les années 1830-1873, a été le point de départ d'un mémoire de maîtrise réalisé en 1981. Ce collège, le seul de Meurthe situé en zone dialectophone, est né sous le Consulat, son histoire s'achève en 1870, lors de l'annexion allemande. Deux orientations principales d'étude se sont dégagées de ce travail :

- Dans quelle mesure l'existence du collège de Phalsbourg, suivait-elle l'évolution générale de l'enseignement secondaire en France au XIX^e siècle ?
- L'originalité du collège ne résidait-elle que dans la présence d'Erckmann et de Chatrian entre ses murs ?

Sans être exhaustive, cette étude veut simplement résumer les grandes lignes de notre travail de 1981.

*
* *

Le collège communal de Phalsbourg semble avoir eu une existence plus inégale que la plupart des collèges de Meurthe⁽¹⁾, fréquemment remise en question.

Il naquit en l'an XII de la République. Phalsbourg est alors une forteresse de Meurthe qui contrôle l'accès de la Lorraine à l'Alsace. La fonction militaire pèse lourdement sur la ville qui vit au rythme de sa garnison : petite cité de 3000 habitants, son chiffre de population évolue lentement au cours du XIX^e siècle.

La fondation de l'établissement résulte de deux circonstances : l'existence d'une maison de Capucins, désaffectée en 1792, devenue bien national et les efforts conjugués de deux hommes : le maire Parmentier et un ancien prêtre constitutionnel, Frœlicher, principal de 1802 à 1810. Le choix de l'emplacement n'a rien d'exceptionnel, il répond au cas général des collèges et lycées du XIX^e siècle. La ville était ainsi usufruitière d'un bâtiment, propriété de l'Etat.

1) Il y a six collèges communaux en Meurthe : Lunéville, seul établissement de première catégorie, Pont-à-Mousson, Dieuze, Château-Salins, Toul, Phalsbourg.

La vie de l'établissement dépend étroitement des autorités locales. Depuis l'Empire, la commune alloue annuellement une subvention destinée à l'entretien des bâtiments, du mobilier et principalement à la rétribution du personnel enseignant. L'action de la mairie est prépondérante, elle se situe à tous les niveaux; l'arrêté du 23 juin 1802 a accordé aux maires la surveillance des écoles secondaires sous l'autorité des sous-préfets et des préfets. Le maire peut ainsi solliciter la démission, voire la nomination des principaux et des régents (terme employé sous l'Ancien Régime).

Le bureau d'administration, fondé près de chaque établissement secondaire, voit le jour à Phalsbourg, le 20 septembre 1810. C'est un organisme officiel. Le maire en est l'immuable président. Omniprésent dans le fonctionnement de l'établissement, ce bureau traite d'égal à égal avec l'administration supérieure; il provoque, lui aussi, les nominations ou les mutations, s'immisce fréquemment dans la pédagogie des maîtres, visite régulièrement l'établissement. Son effectif varie de 4 à 8 membres, notables phalsbourgeois parfois célibataires. Le recensement de 1841 les place parmi les électeurs censitaires jouissant de plus de 2000 à 7000 francs de revenus annuels⁽²⁾. Le recrutement se fait par cooptation. La permanence des hommes ou de certaines familles est remarquable : en 43 ans, 27 personnes seulement y siègent. Erckmann père, relieur, marchand-libraire, y siège de 1831 à 1848; le curé Heim qui doit sa nomination à la loi Falloux de 1850, est membre du bureau jusqu'en 1871⁽³⁾. Ce bureau peut ainsi être considéré comme le reflet des ambitions de la bourgeoisie locale.

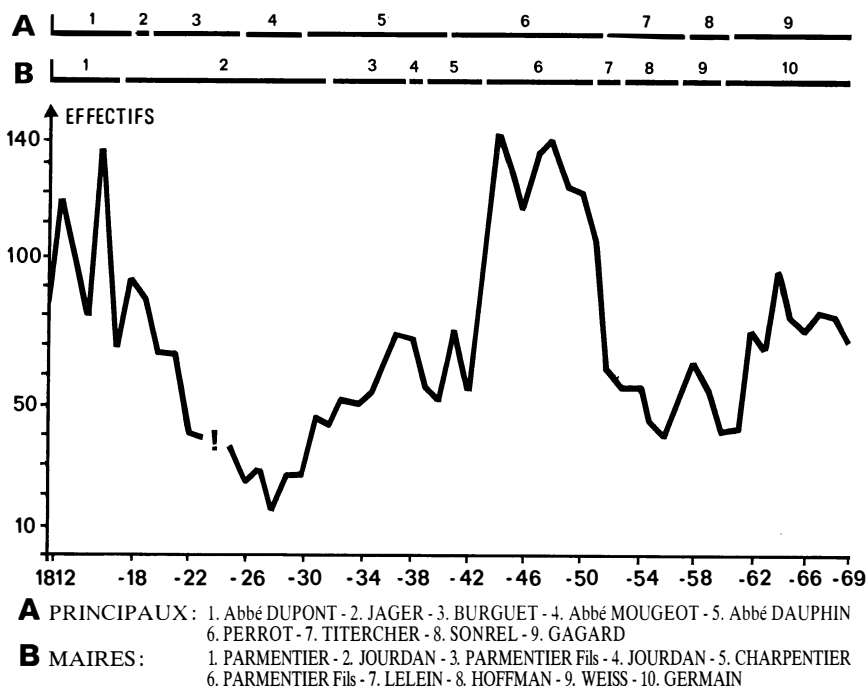
L'intervention de l'administration supérieure est constante, elle se concrétise sur le terrain par les rares passages des Inspecteurs Généraux et par la direction au quotidien du principal. Celui-ci gère l'internat, assure la surveillance des régents, des maîtres d'étude, il enseigne aussi. Cinq ecclésiastiques et cinq laïcs se sont succédés durant ces années. Les premiers ont exercé leur principalat durant le Premier Empire, la Restauration et la Monarchie de Juillet jusqu'en 1841. Tous ne furent pas bacheliers, tel Dauphin, principal de 1830 à juillet 1841. A partir de 1841, les qualités professionnelles l'emportent; l'Académie dispose alors de membres formés au sein de l'Université. Perrot, principal de 1841 à août 1851, a été la personnalité la plus forte; nommé régent en 1828 à Phalsbourg, licencié-ès- lettres en 1833, il fut un remarquable pédagogue et un érudit, membre de nombreuses sociétés savantes. Il a œuvré à la rencontre d'Erckmann et de Chatrian en 1846.

Le chevauchement des responsabilités engendre de nombreux conflits, surtout à propos de la gestion : ainsi le bureau d'administration, la municipalité, le principal élaborent-ils un budget avalisé par le recteur. Les désaccords sont monnaie courante.

2) A.M. Phalsbourg, Registres des délibérations du conseil municipal, décompte de 1841.

3) A.N., F 17 8519, lettres au ministre du 7 octobre 1854.

La santé de l'établissement se mesure au chiffre de l'effectif-élèves. La municipalité et le bureau privilégient l'externat, ils soulignent le rôle local de l'établissement. Les fluctuations de la courbe de l'effectif-élèves sont parfois spectaculaires. Les états nous faisant défaut, la courbe a été élaborée d'après les documents de gestion des archives du rectorat. Les effectifs témoignent de la fragilité de l'établissement ; squelettiques en 1826 (14 élèves), ils dépassent les 40 en 1841. 1815 à 1833 et 1850 à 1855 sont des années de crise grave.



Ces crises tiennent aux politiques éducatives induites par les différents régimes politiques. Pendant la Restauration, une véritable « chasse aux sorcières » s'organise, orchestrée par la municipalité et le clergé local. « Le collège fut investi par la force armée, des gendarmes le parcourent sabre à la main en tout sens »⁽⁴⁾. La suspension de nombreux régents entre dans la réaction contre l'enseignement napoléonien. Les changements périodiques des équipes municipales expliquent aussi les périodes d'incertitude. Deux équipes s'opposent alors à Phalsbourg : les libéraux (familles Parmentier, Erckmann, Germain) et les catholiques ultra, légitimistes sous la Restauration et de 1849 à 1855. Ces derniers souhaitent remplacer l'établissement par une institution catholique qu'ils voudraient céder en 1822 aux pères de la Foi ou, en 1852, par un petit séminaire. Le bureau d'administration où siègent des libéraux tel Erckmann, refuse ces éventualités.

4) A.N., F 17 8519, rapport du principal, 7 février 1816.

La fragilité endémique résulte en partie de la pauvreté d'un canton agricole. Les populations sont très sensibles aux crises agricoles : la guerre de 1814-1815 porte un coup sensible aux ressources des habitants⁵⁾. En 1848-51, l'effectif-élèves baisse brusquement. La ville subit le contrecoup des crises, elle tire ses ressources essentielles de l'octroi qui stagne en raison de la baisse de la garnison. Le collège est aussi victime de la politique perpétuelle d'économie pratiquée par l'Etat qui n'accorde que de rares secours.

Enfin, la concurrence s'exerce durement sur l'établissement à partir de 1850, accrue par l'arrivée de la ligne Paris-Strasbourg qui ne dessert pas la ville mais profite aux établissements privés de Sarrebourg et de Saverne qui jusque-là vivotaient. Ceux-ci bénéficient également de la loi Falloux de 1850 qui supprime les dernières traces du monopole universitaire. Les petits séminaires jouissent dès lors d'une grande indépendance. Ils recrutent des élèves issus de familles modestes qui ne peuvent suivre l'enseignement trop onéreux des lycées des grandes villes.

Sur le terrain, les difficultés s'accumulent. La commune ne cesse d'accroître son endettement depuis l'Empire, laisse les bâtiments à l'abandon, rogne sur toutes les dépenses : distribution des prix, achat de matériel. Elle pratique une économie drastique du personnel enseignant. Quand on ne licencie pas, on diminue les salaires. Le nombre des régents varie de ce fait de 8 à 2. Semblable économie touche le personnel domestique.

Pourtant, même difficile, l'existence de l'établissement n'est pas remise en cause lorsque la municipalité est libérale. Des solutions diverses sont alors envisagées afin d'assurer la survie du collège : souscriptions volontaires (en 1819-1820; 1850-1854), mesures publicitaires. Le bureau d'administration et le principal rédigent périodiquement un prospectus destiné aux futurs parents d'élèves, passent des annonces dans les journaux départementaux, contactent les curés et certains parents des villages d'alentour. Le bureau accorde également des remises sur le prix de pension ou la rétribution scolaire. Ainsi en 1832, les dix premiers inscrits ne payent rien, les autres 30 francs. Les difficultés matérielles provoquent des projets de réorganisation des études : suppression de classes, (un enseignement limité généralement aux classes de grammaire de la sixième à la troisième) ou, tout à l'opposé, des créations de classes afin d'attirer de nouveaux venus : en 1821, une classe de philosophie par exemple. Enfin, l'adjonction d'écoles dites « annexes » sauve l'établissement. Ces écoles portent des noms divers : de 1835 à 1843, on trouve mention de cours industriels; de 1843 à 1850, d'école primaire supérieure; de 1850 à 1865, indistinctement, d'école française, d'école industrielle; de 1865 à 1870, de cours spéciaux.

5) A.D. M.-M., T 530, extrait des délibérations du bureau d'administration du 31 août 1821.

Ces termes recouvrent une même réalité : une école d'apprentissage du français⁽⁶⁾.

L'existence du collège a été très fluctuante. Sous l'Empire, il détenait la première place en Meurthe avec Pont-à-Mousson. Dès 1824, il partage avec Dieuze la «lanterne rouge» !

*
* *

Principal centre d'intérêt à Phalsbourg avec la garnison, le collège est un monde clos, fermé aux influences extérieures.

Le collège se retranche derrière ses murs. Défense est faite aux externes de se rassembler à ses abords. Il s'ouvre rarement, si ce n'est lors de la solennelle distribution des prix.

L'année scolaire dure plus de dix mois. Le temps a pu peser aux internes qui restent même le dimanche, en dehors des petits congés à Nouvel An, Mardi Gras, Pâques... Les externes sont présents de 7 heures à 19 heures tous les jours, sauf le dimanche et le jeudi après-midi. L'emploi du temps des internes est immuable, le lever a lieu à cinq heures, le coucher à huit et dix heures pour les grands. Rares sont les moments de détente, la journée comprend 2 ou 3 classes de deux heures chacune, 7 heures d'étude, 3 heures sont consacrées aux repas et récréations. Le jeudi et le dimanche sont voués à la prière, à l'étude et à la promenade.

Le règlement fixe les limites de la liberté. Il peut être modifié avec l'accord du bureau d'administration. Mais le contenu n'a guère varié. Les règles de vie rappellent le monastère : le silence préside à tous les mouvements de la journée, au dortoir, à l'étude; les élèves tendent l'oreille lors des repas pour écouter des chapitres de l'*Histoire Sainte* ou de l'*Histoire de France*. La correspondance des élèves est surveillée; les pupitres, malles, livres régulièrement inspectés.

Tout un éventail de sanctions (de la privation de vin à table à l'exclusion en passant par la prison) est prévu afin de rappeler à l'élève que son principal devoir est la soumission. La faiblesse de l'effectif incitait toutefois à la clémence⁽⁷⁾. On comprend que dans un tel climat l'externe représentait la vie du dehors, la liberté.

6) A.N. F 17 9824, lettre du recteur au ministre du 20 novembre 1843, «cette école rend de grands services pour la propagation de l'idiome national dans la partie allemande du département de la Meurthe».

7) Les exclus sont généralement réintégrés, notamment en 1848. Registre des délibérations du bureau d'administration, archives du Lycée Erckmann-Chatrian.

Le règlement reflète également l'idéal scolaire napoléonien. L'extinction des feux, le port de l'uniforme le dimanche et lors des sorties pour les internes, la cloche qui rythme les mouvements des journées concourent à évoquer la vie de caserne. Lahalle note dans ses *Mémoires* que l'aspect militaire était sans doute plus net à Phalsbourg qu'ailleurs⁽⁸⁾. Les élèves étaient groupés en compagnies. Chacune élisait un adjudant, un sergent-major, deux sergents pour veiller au maintien de l'ordre. Après le repas du soir, les compagnies effectuaient des exercices d'assouplissement au pas de gymnastique. Les autorités de tutelle restent très attachées à ce régime. En 1864, elles répondent par la négative à une enquête de l'Académie pour savoir si la modification du système permettrait l'obtention de meilleurs résultats⁽⁹⁾. Les élèves ne paraissent pas partager cet avis à l'unanimité. En témoignent les évasions, les chahuts et les remarques amères d'Erckmann : «... On ne devait pas m'enfermer sept ans dans un misérable collège où j'ai souffert toutes les humiliations et privations d'un enfant abandonné»⁽¹⁰⁾. La discipline «toute paternelle» de l'établissement a marqué Erckmann devenu timide et pessimiste.

Les principes d'éducation ne varient guère, la lenteur de l'évolution pédagogique est remarquable. Elle est due en partie au manque d'argent (l'établissement ne peut engager de régents de gymnastique ou d'histoire) mais aussi au but fixé à l'établissement, être propre à toutes les carrières. Le prestige du latin et du grec demeure incontesté jusqu'en 1870; les mathématiques, pourtant moins négligées qu'ailleurs, sont encore à cette date considérées comme secondaires. Dès les petites classes, les élèves s'astreignent aux versions, thèmes, explications de vers et discours latins et grecs. La classe est consacrée surtout aux corrections d'exercices. A Phalsbourg, comme dans de nombreux établissements, les méthodes d'enseignement sont fidèles à celles du XVIII^e siècle⁽¹¹⁾.

Cet enseignement est dispensé par un corps enseignant qui partage le rythme scolaire et demeure très isolé. Les régents, terme employé depuis l'Ancien Régime, ne participent pas, sauf exception, à la vie locale. Leur carrière, leur intégration, sont rendues difficiles par les faibles émoluments qu'ils touchent : 1200 francs annuels en moyenne. Les traitements ont très faiblement augmenté jusqu'en 1870, ils vivent donc dans la gêne, dans l'angoisse permanente de l'endettement. Les salaires à Phalsbourg sont les plus faibles en Meurthe à partir de 1815.

Les carrières des régents sont marquées par de nombreuses mutations, cinq en moyenne, ils se fixent rarement à Phalsbourg. Seuls, les

8) FIETTE S. *ouvr. cit.*, p.80.

9) A.D. M.-M. série T, enquête de l'Académie, 1864.

10) SCHOUMACKER L., lettre d'Erckmann à Alfred, 10 avril 1887, dans *ouvr. cit.*, p. 45.

11) GERBOD P., *ouvr. cit.*, p.101.

principaux s'intègrent aux notables locaux lors de cérémonies officielles. Les régents sont l'objet de constantes malveillances et délations : des rapports anonymes parviennent au ministère pour dénoncer la fréquentation des cafés, les opinions politiques, une vie familiale originale. Les qualités requises touchent moins le niveau d'instruction (tous sont bacheliers depuis 1821, rares sont les licenciés) qu'une conduite irréprochable. Les régents doivent être de bons citoyens, ne pas avoir d'opinion déclarée, à défaut d'être célibataires, d'honnêtes pères de famille. L'administration locale exerce sur eux une surveillance pesante. Les rapports des inspecteurs généraux soulignent leur apathie, leur absence de connaissances. Cependant leur niveau n'est pas pire qu'ailleurs.

La plupart d'entre eux quittent la ville endettés. Malgré leur infortune, il n'existe pas de solidarité réelle entre eux : nombreux sont les témoignages de jalousies, les régents de rhétorique et de mathématiques sont enviés car mieux rétribués. Certains se distinguent par leur insubordination.

Les maîtres d'étude ont «une fonction essentielle dans ce système qui repose sur l'internat et l'étude»⁽¹²⁾. Le collège favorise la candidature d'anciens élèves. En 1847, Chatrian, maître d'étude, est chargé de la classe industrielle. La vie monotone des maîtres rappelle le *Petit Chose*, méprisés de tous, peu expérimentés, l'enseignement qu'ils dispensent dans les classes de français est faible. C'est un emploi instable, leur seule perspective d'avenir est de «faire carrière dans l'Université».

Monde clos, imperméable à la vie du dehors, le collège s'ouvre cependant à de rares occasions : pendant les Cent Jours ou en 1848. Ainsi, les 6 et 7 avril 1848, la fièvre révolutionnaire a gagné l'établissement, quarante élèves séquestrent un maître d'étude. Promus jeunes gardes nationales, les villages d'alentour sollicitent la venue des élèves qui plantent des arbres de la liberté, lisent les journaux en classe. Ils participent à l'euphorie du moment. Rapidement, les jeunes gardes nationales sont dissoutes; Perrot, le principal, préserve ainsi son établissement d'une agitation chronique qui existe ailleurs⁽¹³⁾.

*
* *

Le collège communal de Phalsbourg tient toutefois une place particulière en Meurthe. Il la doit à l'origine sociale, géographique et confessionnelle des élèves attirés pour la plupart par l'enseignement de l'idiome national.

12) GERBOD P., *Ibid.*, p. 83-84.

13) A Metz notamment, voir CONTAMINE H., *Metz et la Moselle de 1814 à 1870*, t. 2, p. 175.

Le recrutement strictement masculin touche les départements environnants (Haut-Rhin, Bas-Rhin) mais aussi l'étranger : les Etats allemands (Bade surtout). Les prospectus sont rédigés dans les deux langues, français et allemand. L'importance du recrutement local se confirme avec le temps. En 1830, 40 % des élèves sont externes; en 1850 : 72 %. Même affaibli, le recrutement étranger perdure pourtant. Ce rayonnement s'explique par la situation de carrefour de la ville avant 1845, à la tolérance confessionnelle et au prestige de l'enseignement du Premier Empire qui se ressent longtemps après.

L'origine sociale des élèves permet de distinguer entre internes et externes. Les familles des premiers sont plus aisées, le prix de pension dépasse 550 francs, il serait ainsi difficile à un régent de le payer. Toutefois, ce prix est très inférieur à celui des lycées⁽¹⁴⁾. Le recrutement se fait parmi les commerçants, propriétaires, rentiers, parfois phalsbourgeois.

Les externes sont issus des milieux de petits commerçants et artisans qui représentent 30 % de la population active phalsbourgeoise⁽¹⁵⁾. Les écoles du français recrutent des campagnards aisés des villages d'alentour. Rares sont les élèves qui poursuivent leurs études de la sixième à la philosophie. Les classes se vident après la troisième. Après la seconde, l'enseignement s'apparente au préceptorat. Nombreux sont ceux qui quittent l'établissement en cours d'année. Ce phénomène touche surtout les écoles du français. Le séjour des élèves varie ainsi de six à dix-huit mois.

Rares sont les bénéficiaires de bourses d'études, contre attestation de pauvreté. En 1811, ils sont 8 et servent en tant que domestiques⁽¹⁶⁾. L'exemption de la rétribution scolaire concerne surtout les enfants des familles nombreuses, les fils des instituteurs locaux, du portier généralement.

Les familles envisagent des carrières commerciales, dans l'administration ou dans l'enseignement pour leurs enfants. Rares sont les élèves qui tentent le concours général ou les grandes écoles. Quelques-uns passent leur baccalauréat chaque année. Lors du principalat de Perrot, les années sont plus fructueuses. Erckmann obtint son baccalauréat le 2 avril 1848.

Le collège doit son recrutement en partie à une forte tradition de laïcité. L'établissement accueille depuis l'Empire des catholiques, des protestants et des israélites. Tous les prospectus insistent sur le respect de la tolérance. La diversité religieuse répond à celle de la ville, Phalsbourg compte en effet une importante communauté israélite et protestante⁽¹⁷⁾.

14) On note toutefois une baisse. En 1821 : 550 francs; de 1840 à 1870 : 400 francs.

15) FIETTE S., *ouvr. cit.*, p. 90.

16) A partir de 1830, 3 élèves par an bénéficient de l'exemption de la rétribution scolaire.

17) Cette tolérance n'a été remise en cause qu'une seule fois, au temps du principalat de Jager, pendant la Restauration.

Tolérance ne signifie pas que l'éducation religieuse soit absente : la chapelle, au cœur des bâtiments, témoigne de son importance; des prix d'instruction religieuse sont décernés en fin d'année pour toutes les confessions; la prière rythme les principaux mouvements de la journée. Nul n'est dispensé des offices ni de l'instruction religieuse. Les israélites ne figurent cependant pas sur les emplois du temps officiels; ils ne sont que tolérés, mais bénéficient d'un régime particulier le samedi.

A partir de 1850, l'effectif des élèves catholiques est inférieur à celui des protestants et israélites. En 1854 par exemple, sur 44 inscrits, il y a 18 catholiques, 20 protestants et 6 israélites. Le corps enseignant comprend toutefois une forte proportion de régents catholiques. En 1850, sur 7 régents, 3 sont protestants et il n'y a pas d'israélite. Le bureau d'administration invite les régents à respecter la tolérance. Des pasteurs ont été attachés à l'établissement à partir de 1830. Le pasteur Huter dirige la classe industrielle en 1841. Son maintien dans l'établissement suscite une vague de dénonciations anonymes auprès du ministère qui ouvre une enquête officielle sur son prosélytisme supposé⁽¹⁸⁾. La présence de pasteurs semble favoriser la venue d'élèves protestants. Pour contrebalancer l'influence des «dissidents», les principaux sont systématiquement catholiques, c'est une garantie donnée aux catholiques phalsbourgeois⁽¹⁹⁾. Le collège semble donc être un îlot de tolérance dans une région qui ne l'est pas absolument.

Enfin, l'établissement joue un rôle essentiel dans l'enseignement de l'idiome national. La ville se dit française, «enclavée au milieu de communes de langue allemande». Le collège contribue à «donner l'instruction dans des pays entièrement allemands»⁽²⁰⁾. La finalité de l'établissement réside dans l'apprentissage du français. «Presque tous les élèves arrivent ordinairement sans savoir un mot de français». Ils sont l'objet d'une surveillance incessante. Une prononciation irréprochable est l'objectif final, obtenue par un entraînement à la lecture à haute voix.

D'après une enquête de Maggiolo, seule l'élite sociale du canton de Phalsbourg maîtrise le français. L'Académie soutient cet établissement qui contribue à sa diffusion, tous les prospectus, depuis l'Empire, en témoignent. Il s'agit de gagner les enfants du cru à la langue nationale.

Les cours annexes assurent cet enseignement. L'existence des écoles du français explique en partie le succès de l'établissement auprès des jeunes alsaciens et allemands. Afin de favoriser l'apprentissage de la langue, les élèves du collège et des écoles du français partagent les

18) A.N., F 17 20977. Dossier personnel de Huter.

19) A.N., F 17 8519. Rapport d'inspection du 20 juillet 1852. «Dans un pays où les dissidents sont nombreux, un collège à caractère laïque répond mieux à la diversité des croyances et aux besoins de la population».

20) Registre des délibérations du bureau d'administration, séance du 7 octobre 1850.

mêmes salles d'étude. La maîtrise du français est pour eux le moyen d'atteindre des emplois de l'administration. La discrimination sociale s'effectue à partir d'elle.

Les cours d'allemand existent dès l'origine dans l'établissement qui devance ainsi les décrets de l'administration de 1829. Tenus par plusieurs régents (3 en 1849 par exemple), ils sont le corollaire de l'enseignement du français. Il semble en effet, d'après les rapports d'inspection, que les élèves maîtrisaient aussi mal le français que l'allemand⁽²¹⁾.

*
* *

Le collège communal de Phalsbourg a survécu à toutes les vicissitudes de 1802 à 1870. Il reste, à cette date, le principal centre d'intérêt de la ville qui tire une grande fierté de sa présence. Les souvenirs d'anciens élèves, témoignages de la vie quotidienne passée entre les murs vétustes de cet établissement, sont autant de preuves de l'empreinte profonde laissée par l'éducation reçue (subie ?).

Collège-prison ou caserne ? Le sentiment de clausturation et d'abandon semble avoir été unanime. A la réflexion amère d'Erckmann «... On ne devait pas m'enfermer sept ans dans un misérable collège où j'ai souffert toutes les humiliations et toutes les privations d'un enfant abandonné»⁽²²⁾, répondent les souvenirs des années de collège d'Henry Villard, de son vrai nom Ferdinand, Heinrich Gustave Higard, né à Spire en Rhénanie, interne au collège de Phalsbourg de 1848 à 1849. Dans une récente thèse sur Henry Villard, Stephen J. Foster⁽²³⁾ évoque ce collège, réputé pour son maintien de la discipline «quasi militaire» dont parle également Lahalle. «La routine», «les délits nombreux», «un esprit de rébellion traditionnel au collège de Phalsbourg», «la nourriture insuffisante», «les promesses du prospectus de l'établissement se révélaient à chaque repas de véritables mensonges».

Souvenirs contradictoires cependant, lorsque «hommes-faits» les mêmes évoquent avec émotion les quelques années passées à Phalsbourg. Erckmann, présent lors d'une réunion d'anciens, porte un toast :

«A nos anciens professeurs...»

«A nos premiers et meilleurs amis...!»

Camaraderie et confraternité dont l'œuvre d'Erckmann-Chatrian rend témoignage.

21) A.N., F 17 8519, Rapports d'inspection.

22) SCHOUACKER, *ouvr. cit.*, lettre d'Erckmann à Alfred, 10 avril 1887.

23) FOSTER Stephen J., *Les années de collège de Henry Villard*, Norfolk, U.S.A. Thèse inédite en France.

En juillet 1870, l'établissement ferme ses portes. Les locaux abritent dès décembre une salle d'ambulance, annexe de l'hôpital militaire. En 1872, l'administration allemande décide la restauration des bâtiments et l'implantation d'une Ecole Normale d'Instituteurs (*Lehrerseminar*).

Une partie des bâtiments de l'actuel lycée Erckmann-Chatrian conserve encore la marque de l'architecture ancienne du XIX^e siècle avant la retouche allemande de 1872.

Andrée JUNG

PRINCIPALES SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Il ne s'agit pas de donner un aperçu complet de toutes les sources et références. Le lecteur, s'il le souhaite, peut se reporter à mon mémoire de maîtrise déposé aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle, à la bibliothèque universitaire de l'Université de Nancy II, aux archives communales de la ville de Phalsbourg.

1 - Les Archives nationales et départementales ont fourni l'essentiel des sources manuscrites

- a) *Aux Archives Nationales (A.N.)* dans la série F 17. En particulier les dossiers
 - F 17 8519 - Collèges communaux, personnel et affaires diverses, Phalsbourg, XIX^e siècle.
 - F 17 9824 - Ecoles primaires supérieures, dossiers classés par Académies 1834 à 1848.
 - F 17 9782 - 9783 - Ecoles primaires supérieures annexées à des collèges communaux et des dossiers personnels de professeurs et de principaux :
 - F 17 20977 (Huter).
 - F 17 21471 (Perrot).
- b) *Aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle (A.D.)*
 - T 302 - Le collège de Phalsbourg, plans.
 - T 528 - Transcription des lettres du recteur 1834-1844.
 - T 529 - Transcription des lettres du recteur 1844-1854.
 - T 530 - Personnel enseignant et comptabilité-correspondance adressée au recteur 1820-1862.
 - T 531 - Rapport sur le personnel enseignant, comptabilité 1810-1829.
- c) *Aux Archives départementales de la Moselle*
 - Série E supplément 544/151, collège, bâtiment et matériel et 154, Divers, Nomination de professeurs, programmes 1850-1860.
- d) *Aux Archives communales de Phalsbourg*
 - Registres des délibérations du Conseil municipal an XII - 1873.
 - Discours de fin d'année, date et auteurs inconnus, vers 1860.

- e) *Aux Archives de l'Evêché de Nancy*
Dossier Phalsbourg au XIX^e siècle, 7 lettres.
- f) *A la Bibliothèque municipale de Nancy*
Programme de distribution des prix, 1833.
Perrot - discours de distribution des prix, 1847.

2 - Sources imprimées

- a) *Archives communales de Phalsbourg*
Premier prospectus du collège, 4 Messidor an XII.
Réunion des anciens élèves du collège de Phalsbourg, 9 septembre 1864, Vitry-le-François.
- b) *Sources diverses*
BENOIT Arthur, «Le couvent des Capucins de Phalsbourg», *Journal de la société d'archéologie et du comité du musée lorrain*, mai 1868.
KILIAN, *Tableau historique de l'instruction secondaire en France*, Paris, Delalain, 1841.
MAGGIOLO Louis, *Rapports présentés au Conseil départemental de la Meurthe sur la situation de l'Instruction primaire 1861-1862, 1864-1865, 1866*.
MAGGIOLO Louis, *Les écoles en Lorraine avant et après 1790 dans la Meuse, la Meurthe, la Moselle et les Vosges*, 1891.
- c) *Témoignages littéraires*
ERCKMANN-CHATRIAN, *Contes et romans populaires*, Paris, J.J. Pauvert, 1962-63. Le roman autobiographique, *Les années de collège de Maître Nablou* m'a beaucoup servi.

3 - Bibliographie générale

- a) *Histoire de l'enseignement*
FIETTE Suzanne, *Un officier du Second Empire, le colonel Oscar Lahalle*, thèse de 3^e cycle, Université de Picardie, 1972. T. 1, pp. 71-169 et T. 2, pp. 119-163.
GERBOD Paul, *La condition universitaire en France au XIX^e siècle. Etude d'un groupe socio-professionnel : professeurs et administrateurs de l'enseignement secondaire public de 1842 à 1880*. Thèse Lettres, Paris, P.U.F. 1965, 720 p.
GERBOD Paul, *La vie quotidienne dans les lycées et collèges au XIX^e siècle*.
HARRIGAN P., NEGLIA V., *Lycéens et collégiens sous le Second Empire, étude statistique sur les fonctions sociales de l'enseignement secondaire public d'après l'enquête de Victor Duruy*, Paris, 1979, 150 p.
MAURIN Jean, *La politique ecclésiastique du Second Empire de 1850 à 1869*, Paris, Alcan, 1930, 989 p.
PROST Antoine, *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*, Paris, A. Colin, 1968, 524 p.
SCHOUACKER L., *Erckmann-Chatrion : étude biographique et critique d'après des documents inédits*, thèse Strasbourg, 1933, 409 p.

b) *Articles*

CAHEN Gilbert, «Les juifs de la région lorraine des origines à nos jours», *Le Pays Lorrain*, 1972.

FIETTE Suzanne, «Le collège de Phalsbourg au XIX^e siècle», *Actes du 101^e Congrès national des Soc. Sav., Histoire mod. et contemp., T. II*, 1978, p. 315-330.

MAY Gaston, «La lutte pour le français en Lorraine avant 1870», *Annales de l'Est*, 1912.

c) *Histoire Régionale*

CONTAMINE Henry, *Metz et la Moselle de 1814 à 1870*, Nancy, 1932, 2 vol.

LESOURD Jean-Alain, *La Lorraine dans l'unité française 1789-1871*, Editions Mars et Mercure, 1976.

ROTH François, *La Lorraine annexée (1870-1918)*, Thèse Lettres, Nancy, 1976, 765 p.